

Et pourquoi pas...

# L'isocratie ?

## **Utopie d'aujourd'hui, réalité de demain.**

Le partage du pouvoir à égalité entre tous, sans que personne ne puisse en abuser, cela semble bien utopique...

Peut-être. Mais après tout, qu'est-ce qu'une utopie ? Une chose impossible à réaliser, selon l'usage courant de ce mot, ou bien, selon une approche plus historique, une création de l'esprit qui ambitionne d'explorer le champ du possible et d'en extraire des principes nouveaux susceptibles d'améliorer nos conditions de vie ?

A l'évidence, la plupart des systèmes politiques modernes ont été par le passé des utopies qui, à la faveur de circonstances particulières et par la volonté de certains, ont fini par s'imposer.

## **La démocratie, toujours une utopie ?**

La démocratie a été pendant longtemps une utopie. Peut-on pour autant dire qu'il s'agit maintenant d'un système abouti, proche de la perfection et quasiment immuable ?

Création adaptée au fonctionnement des cités grecques au Ve siècle avant J.C., difficilement applicable telle quelle en d'autres temps et d'autres lieux, la démocratie est redevenue une utopie au sens courant du terme pendant une très longue période.

Elle a fait sa réapparition sous une autre forme au XVIIe siècle en Angleterre, puis à la fin du XVIIIe siècle, aux Etats-Unis et en France.

De nos jours, à y regarder de près, elle s'applique de façon très différente d'un pays à l'autre. Au gré des aléas politiques, certains pays font évoluer leur constitution ou en font une interprétation variable. Il n'y a donc à l'évidence, ni stabilité ni universalité dans l'application du principe démocratique.

L'idéal démocratique reste donc bien une utopie qui se traduit de façon partielle dans des "versions" à la fois distinctes les unes des autres et en perpétuelle évolution. La démocratie est donc perfectible, c'est une évidence.

## **Démocratie directe ou représentative ?**

Par définition, la démocratie est l'exercice du pouvoir par le peuple. Mais, si à ses débuts elle était bien directement l'affaire des citoyens tels que les Grecs les définissaient, il n'en est plus de même de nos jours.

Partout où elle s'applique, elle n'est en réalité qu'une délégation de pouvoir par représentants interposés.

Deux questions se posent alors : Qui détient réellement le pouvoir ? Et quel est le véritable rôle de nos représentants ?

En France, la quasi-totalité des textes législatifs sont préparés par les experts des ministères (non élus) sous la houlette des ministres (non élus) et des conseillers de l'Elysée (non élus).

Nos représentants directs, députés et sénateurs n'ont qu'une très faible capacité d'amendement et sont, pour une part non négligeable d'entre eux, plutôt sensibles aux lobbies, aux réseaux d'influence et de toutes façons soumis à leur parti "majoritaire" par la grâce d'une représentation non proportionnelle aux sensibilités des citoyens.

Un raisonnement similaire peut être appliqué aux autres élus, conseillers généraux, régionaux, maires etc., qui ne sont, pour une large part, que des représentants de l'état sous le contrôle de ses fonctionnaires locaux.

Certes, au sommet, le "chef d'orchestre" est élu directement au suffrage universel et possède une part non négligeable du pouvoir. Reste qu'un président choisi pratiquement à pile ou face en vue d'exercer un pouvoir personnel sans pratiquement aucun contrôle, symbolise la négation même de la démocratie, quoiqu'en pense une majorité de français depuis 1962.

Il y a donc une distance énorme entre les citoyens et ceux qui exercent réellement le pouvoir. Cette distance pourrait être beaucoup plus courte si, par exemple, nous élisions directement les experts des ministères ainsi que les ministres et si nous avions les moyens de contrôler tout ce petit monde. Ce serait par ailleurs bien plus simple et bien plus économique.

Au lieu de cela, les "représentants du peuple" n'ayant qu'un rôle et des responsabilités très limités peuvent, sans que cela pose problème, n'être que des arrivistes opportunistes, attirés par un cumul de mandarinats confortables, finalement plus proche d'une "sinécure" dont ils peuvent profiter jusqu'à 80 ans et plus, plutôt que de se comporter en véritables démocrates se donnant à fond dans LA mission que le peuple leur aurait confiée.

### **Liberté ou égalité ?**

Autre sujet de questionnement, déjà soulevé notamment par Alexis de Tocqueville au XIXe siècle, comment la démocratie peut résoudre le conflit entre liberté et égalité.

Ces deux principes mis avec la fraternité au frontispice de la République pour faire joli, restent difficilement conciliables. Poser une stricte égalité de traitement sur tous les plans à nos concitoyens anéantirait leur liberté, mais instituer une totale liberté entraînerait forcément des inégalités.

Nos démocraties naviguent à vue entre ces deux concepts et résolvent en général le problème en instaurant une base égalitaire. La loi est, en principe, la même pour tous et les besoins sociaux fondamentaux (école, soins, sécurité etc.) sont en partie pris en charge par la collectivité.

Reste que cette prise en charge est largement remise en cause par les tenants de la liberté. Leur principal argument, la recherche de la compétitivité dans une activité économique intense, semble être un impératif intangible. Mais, en réalité, il s'agit là d'une véritable guerre économique que se livrent les états, une guerre imposée par les plus riches d'entre eux, persuadés qu'ils sont de toujours gagner.

En théorie, l'opposition entre liberté et égalité pourrait se résoudre en remplaçant tous les acquis sociaux par un salaire confortable accordé à chacun, qu'il travaille ou non.

Utopie ? Tant que les états sont dans une concurrence économique impitoyable, c'est une évidence. Sinon, dans un système économique mondial différent, qui reste à inventer dans une époque où le travail est de plus en plus assuré par les machines, pourquoi pas ? La question vaut au moins d'être posée en ces termes.

### **Le suffrage universel, une panacée ?**

Supposons que les citoyens au lieu d'élire des représentants, choisissent directement les vrais responsables, votent directement toutes les lois et créent des organismes de contrôle de l'exécutif où il siègent eux-mêmes pour vérifier la bonne application des règles ainsi que leur pertinence.

Apparemment, il semble difficile de concilier cela avec le principe du suffrage universel.

Outre les problèmes organisationnels que cela poserait, on pourrait légitimement mettre en doute la capacité des électeurs à avoir par eux-mêmes un avis éclairé sur chaque sujet.

Mais il n'est pas illégitime de se poser la même question pour la désignation des représentants, ainsi que pour ce qu'il est convenu d'appeler les référendums. Outre que bon nombre d'électeurs connaissent mal le but et les modalités de chaque scrutin (certains parlent à ce sujet d'instituer un "permis de voter"), peu d'entre eux peuvent prétendre connaître vraiment les candidats et les capacités dont ils pourront faire preuve.

De même, pour ce qui est des "sortants", peu de citoyens ont la capacité d'analyser précisément leurs bilans. En dehors d'intérêt personnel à défendre, de problèmes personnels à résoudre, l'électeur courant, bien trop éloigné des lieux de pouvoir, s'intéresse peu aux problèmes d'intérêt général et exerce rarement une activité citoyenne au quotidien.

Cet état de fait rend la tâche aisée aux démagogues, aux arrivistes sans scrupule qui appliquent avec délectation la maxime "plus c'est gros, plus ça passe" et qui n'hésitent pas à flatter chez l'électeur les sentiments les plus bas. Les exemples ne manquent pas. Le suffrage universel, tel qu'il s'applique de nos jours, n'est donc pas une panacée.

Revenons donc à l'idée de choisir directement les responsables, de voter directement toutes les lois et d'en contrôler leur bonne application.

Imaginons que l'ensemble des décisions à prendre soit réparti en des milliers de thèmes différents et que chaque électeur en choisisse librement un seul pour une durée déterminée.

Pendant cette période, il n'aura qu'un domaine à approfondir. Il pourra se prononcer le moment venu en tant qu'expert de la question, qu'il s'agisse de voter un texte, de valider ou non tel ou tel rapport, de reconduire ou non un responsable au poste qu'il occupe.

Dans cette hypothèse, le principe d'universalité du suffrage est sauf : Chaque électeur se prononce dans un domaine qu'il choisit librement et au sujet duquel on ne peut douter qu'il ait la compétence ou, à défaut, la volonté de l'acquiescer avant les scrutins.

Par ailleurs, le fait de limiter à un petit nombre d'années la spécialisation sur un thème rendrait impossible le lobbying et les manipulations.

### **De la démocratie à l'isocratie**

Elire directement les responsables, contrôler l'exécutif, faire en sorte que cela soit toujours l'intérêt général qui prévale, asseoir la société sur des bases justes, voilà un programme alléchant.

Utopique ? Voire ! Il existe déjà dans notre pays, des organismes qui font ce travail de façon embryonnaire. A travers eux, le citoyen ordinaire montre déjà l'importance de son potentiel au travers de concessions faites du bout des lèvres par les détenteurs du pouvoir.

Des commissions sont créées ici pour préparer les lois avec des membres de la société civile, des organismes indépendants sont créés là pour contrôler tel ou tel service de l'état, ailleurs la nomination des responsables se fait par des organismes en principe séparés de l'état.

Les exemples ne manquent pas, même s'il s'agit d'organismes perfectibles, à la portée souvent symbolique et parfois contestable, ils ont au moins le mérite de prouver qu'ils peuvent exister (Observatoire national de la délinquance, Grenelle de l'environnement, CSM...).

Améliorer la démocratie en progressant vers l'isocratie consisterait donc à accroître le nombre de ces organismes, à accroître leur influence, à renforcer l'action citoyenne d'associations existantes ou à créer, jusqu'à ce qu'il devienne inutile d'élire des représentants.

Il ne faut pas s'attendre à ce que ces derniers se fassent hara-kiri dans un éclair de lucidité collective. Inutile d'attendre un coup de baguette magique, une révolution ou un personnage providentiel. Nul besoin d'espérer le grand soir, nous avons les outils et la méthode sous la main, il suffirait de s'en servir dès maintenant.

A propos justement de nos représentants, il est évident qu'il existe une hypertrophie de l'appareil politique. Ajout des échelons régionaux sans allègement des structures départementales, créations des communautés de communes ou d'agglomération sans revoir le fonctionnement politique des communes, les exemples sont nombreux. A l'heure où certains veulent diminuer le nombre de fonctionnaires sous prétexte de faire des économies, les mêmes ne font aucun effort pour être eux-mêmes moins coûteux pour la collectivité.

Voilà un bon exemple de juste réforme qui ne peut être qu'imposée par le bas.

Alors, après "Assez de paroles, des actes" et après "Assez d'actes des paroles" faut-il dire "Assez parlé, réfléchissons" ? Pourquoi pas en effet, partout où c'est possible, réfléchir à la mise en oeuvre des principes évoqués ici.

Bien sûr, ce texte est trop court. Il ne présente pas tous les aspects de la question et demande des développements plus importants et plus argumentés. C'est justement l'objet du paragraphe suivant.

### **Un manifeste isocratique ?**

Civilisation de l'image oblige, seuls les messages courts et simplificateurs ont un réel impact sur l'opinion du plus grand nombre.

Cela fait les délices des démagogues et de ceux qui disposent des grands médias, les uns et les autres défendant souvent des intérêts personnels convergents. Cela a surtout transformé bien des pays, à commencer par le nôtre, en simulacres de démocratie.

Aussi, il est peu probable que ce qui est exprimé ici ait un impact direct sur l'opinion publique, a fortiori s'il s'agissait d'un texte plus exhaustif.

Rejoignant l'idée que les utopies sont souvent exprimées dans une fiction, au moyen d'un artifice littéraire consistant à décrire une société idéale dans une époque et un lieu imaginaires, l'auteur de ces lignes a choisi de rédiger un ouvrage de ce type plutôt qu'un manifeste technique et froid.

L'humour y a sa place, un peu à la manière, toute modestie mise à part, de notre grand maître à tous François Rabelais.

Les grandes lignes du principe isocratique y sont exposées, ainsi que la façon dont notre société se l'est petit à petit approprié grâce à l'action obstinée que les citoyens ont su mener à l'intérieur du monde associatif.

Cet ouvrage, qui constitue donc une sorte de "Manifeste isocratique" à la portée de tous, n'a pas trouvé d'éditeur malgré trois ans de démarches. Il sera édité de toutes façons, et, dans le but d'en assurer la meilleure diffusion possible, il est d'ores et déjà proposé en souscription.

Cette fiction, dont le titre est "A l'Asso. du Bon Sens" et dont l'auteur a choisi le nom d'emprunt de Tagor la Pie, vous est présentée ci-dessous.

### **A l'Asso. du Bon Sens**

Voici donc cet ouvrage, à la portée de tous et très plaisant à lire, selon ses premiers lecteurs. La lente ascension de l'isocratie, exposée dans les moindres détails, y est mise en parallèle avec celle d'un arriviste sans scrupule bien décidé à utiliser tous les moyens pour obtenir le mandat politique qu'il convoite. Que viennent faire cette boussole et cette langouste dans l'affaire ? Pour en savoir un peu plus, visitez le site <http://isocratie.org>

---

### **Soutenir le projet.**

Si vous souhaitez faire progresser le projet isocratique, si vous pensez que cette utopie d'aujourd'hui, peut devenir la réalité de demain, vous pouvez agir dès maintenant :

En soutenant la diffusion du "Manifeste isocratique" par une souscription volontaire.

En référénçant cette page sur vos sites en recopiant ce code :

```
<!-- Lien vers isocratie.free.fr -->  
<A HREF="http://isocratie.free.fr">  
<IMG SRC="http://isocratie.free.fr/logo.jpg"  
border="0" width="136" height="30" alt="isocratie">  
</A>  
<!-- Fin -->
```

En intensifiant votre activité citoyenne, telle qu'elle est suggérée par ce document, soit à titre individuel, soit au moyen des associations dont vous faites partie ou que vous pouvez rejoindre ou créer, en invitant vos proches à en faire de même, avec l'objectif de récupérer ne serait-ce qu'une partie infime du pouvoir dont vous êtes dépossédé par la grâce de ce qu'il est encore convenu d'appeler démocratie.

Si vous souhaitez faire partie de la liste des soutiens au projet ou nous informer de vos actions, écrivez à [auteur@isocratie.org](mailto:auteur@isocratie.org)

En attendant, un grand merci pour votre visite.

<http://isocratie.free.fr>